

Débats & Reportages

Benjamin Stora : “Après l’indépendance de l’Algérie, on a tiré le rideau, sans voir que le paysage était dévasté”

🕒 13 minutes à lire Article réservé aux abonnés

Valérie Lehoux

Publié le 21/03/21



PLUS LOIN AVEC... - Chaque dimanche, interview au long cours avec un acteur ou un observateur de notre époque. Aujourd'hui, l'historien Benjamin Stora, qui a récemment rendu un rapport au chef de l'État pour aider à la réconciliation franco-algérienne - que les éditions Albin Michel viennent de publier.

Le 20 janvier dernier, Benjamin Stora remettait à Emmanuel Macron un rapport sur "Les questions mémorielles" qui se posent encore à la France et l'Algérie, près de soixante ans après la fin de la guerre. Objectif affiché : proposer des initiatives concrètes, pour aider à la réconciliation de mémoires antagonistes. L'historien suggérait ainsi la restitution à l'Algérie de l'épée de l'émir Abdelkader, figure de la résistance à la colonisation, et la construction d'une stèle à son effigie à Amboise, où il fut un temps exilé. La commémoration de dates symboliques, comme le 19 mars 1962 (accord d'Évian), ou le 17 octobre 1961 (répression d'Algériens en France). La mise en place d'une commission d'historiens français et algériens, pour faire la lumière sur les enlèvements d'Européens à Oran en juillet 1962, etc.

Au total, une trentaine de préconisations, qu'on retrouve aujourd'hui dans un livre, *France-Algérie, les passions douloureuses*, version éditée du rapport, chez Albin Michel. De son côté, le chef de l'État a déjà tiré quelques enseignements des travaux de Benjamin Stora : il a **reconnu que le militant algérien Ali Boumendjel ne s'était pas suicidé en 1957**, comme le prétendait la version officielle, mais qu'il avait été torturé puis tué par l'armée française. Et il a annoncé un meilleur accès aux archives... sans qu'il soit total.

Entre la reconnaissance de l'assassinat d'Ali Boumendjel, et la promesse d'un accès plus facile aux archives, Emmanuel Macron a pour l'instant suivi une préconisation et demie, sur la trentaine que vous avez formulées...

On peut dire cela ! Pour Ali Boumendjel, il était plus que temps : voilà vingt ans que le général Aussaresses a avoué l'avoir fait tuer... Sur la question des archives, aucun président de la République n'avait encore, à ma connaissance, évoqué aussi directement le sujet, dans une déclaration solennelle. Il y a donc un pas, la manifestation d'une volonté politique. Mais il faut poursuivre la mobilisation car concrètement, en termes de faisabilité, les annonces ne correspondent pas tout à fait à l'attente de la communauté universitaire.

Nous voulions le retour à la loi de 2008, qui affirme, par principe, que les archives publiques sont librement communicables à toute personne qui en fait la demande (avec des délais sur certains secrets). Mais dans les faits, une circulaire freine ou empêche leur communication. Qu'a annoncé le chef de l'État ? Dans un premier temps, que l'accès aux documents de plus de cinquante ans sera facilité, avec une déclassification « *au carton* » et non plus « *au feuillet* ». Puis qu'une discussion parlementaire aura lieu d'ici à l'été pour établir de nouvelles règles. Espérons qu'elles iront dans le sens d'une plus grande communicabilité.

“Quand on fait une demande d’archives, il faut veiller à bien délimiter ce qu’on cherche, sinon, on se heurtera toujours au secret d’État et on s’enlisera. Pour avancer, mieux vaut être pragmatique.”

Cette question est-elle centrale pour finir de mieux cerner l’histoire de la guerre d’Algérie ?

Oui et non. Les archives d’État constituent un trésor extraordinaire, mais elles ne suffisent pas. Les ordres de liquidations extrajudiciaires, les décisions de répression massive ne s’y trouvent pas forcément. Ce n’est pas une archive, mais une enquête journalistique du *Monde*, en 2000, qui a permis d’établir la vérité sur l’assassinat de Boumendjel. D’ailleurs sur un autre sujet sensible, celui des dix-sept essais nucléaires effectués par la France dans le Sahara jusqu’en 1966, je n’attends pas la levée totale du secret défense. La seule question décisive pour moi, c’est de savoir où les tirs ont été effectués, et quelles populations ont pu être affectées. Cela permettrait d’envisager la décontamination des sites touchés. Pour le reste, on n’a pas à divulguer les secrets de fabrication de la bombe atomique française. Quand on fait une demande d’archives, il faut donc veiller à bien délimiter ce qu’on cherche, sinon, on se heurtera toujours au secret d’État et on s’enlisera. Pour avancer, mieux vaut être pragmatique.



C’est l’esprit de votre rapport : égrainer une série de recommandations concrètes, comme la construction d’une stèle à l’effigie de l’émir Abdelkader, ou la panthéonisation de Gisèle Halimi. Et c’est aussi ce qui vous est reproché : une politique des petits pas, qui manquerait d’ambition...

Je travaille sur l’Algérie depuis quarante-cinq ans. Quand le président de la République m’a demandé ce

rapport, à faire dans un laps de temps très bref, mon objectif n'était pas de recommencer un énième livre sur l'histoire de la colonisation, de la résistance, des massacres, du nationalisme algérien, etc. C'était de dresser l'inventaire des relations mémorielles entre la France et l'Algérie, pour essayer de trouver les voies d'une réconciliation. Imaginer des travaux pratiques, qui puissent rapprocher les mémoires ; lister les problèmes et trouver des passerelles. Cela m'a pris trois mois. Un travail que j'ai fait volontiers et tout à fait bénévolement.



In fine, vous avez effectué un travail d'historien, ou de politique ?

La frontière entre les deux est extrêmement ténue. Je ne crois pas en la déconnexion entre un académisme scientifique qui serait froid, « objectif », et en face, les enjeux de la citoyenneté politique. Je ne travaille pas dans cet esprit. Je n'ai pas envie d'accumuler les sources, puis de les laisser telles quelles... Je me situe plutôt dans la lignée des historiens-citoyens engagés, comme le fut Pierre Vidal-Naquet. J'essaie de réfléchir aux mouvements qui affectent la société. En l'occurrence, à propos de l'Algérie, on a vu l'apparition au fil des décennies de groupes distincts, porteurs de mémoires différentes, qui se sont enfermés dans des identités particulières, et ne veulent pas échanger entre eux.

“Qu'on le veuille ou non, cette histoire est terrible et trop longtemps, on l'a tue, malgré les révélations historiques, les films, ou un travail journalistique immense.”

La guerre est finie depuis près de soixante ans, la connaissance historique des faits a été bien établie. Les conditions devraient pourtant être réunies pour un apaisement généralisé...

Or il ne se produit pas. Pourquoi ? J'avancerais plusieurs éléments. D'abord, la transmission des blessures. Les acteurs de l'époque ont beau être à présent très âgés, ils ont transmis leurs douleurs aux générations suivantes, et nous n'y avons pas suffisamment prêté attention. Cela s'est fait dans l'intimité des foyers, de différentes manières, y compris à travers les silences, vécus comme des secrets de famille qui ont provoqué des troubles identitaires très profonds dans chacun des groupes – les anciens appelés, les immigrés algériens, les pieds-noirs, les harkis. Or ce non-dit, qui s'appelait la guerre d'Algérie, était bien plus vivace qu'on ne le pensait.

Abonné Vichy, guerre d'Algérie... Comment commémorer le passé ?

Penser autrement

Youness Bousenna

Dans les années 1990, alors que j'enseignais à Paris-VIII, je me rappelle avoir fait un cours sur les SNP, une réalité très peu connue en France. SNP, cela voulait dire « Sans nom patronymique ». Un sigle qui désignait des gens qui avaient été dépossédés de leur terre pendant la colonisation, et à qui on avait enlevé le nom — parce que celui-ci, justement, était lié à la terre. Résultat, sur les documents officiels, on ne savait plus comment ils se nommaient... Même après avoir étudié le sujet, le SNP me semblait une notion lointaine, déshumanisée, appartenant au passé... Jusqu'au jour où l'un de mes étudiants s'est levé et m'a dit « *vous savez monsieur, mon père est un SNP* ». Incroyable ! Devant moi, là, à Paris, j'avais un jeune homme de 25 ans, fils d'un SNP. Dans des moments aussi intenses, on réalise à quel point le passé peut rester présent...

Et que dire de tous ceux qui ont été endeuillés pendant la guerre d'Algérie ? Ceux dont la famille a tout perdu du jour au lendemain ? Ceux dont les parents ont été déplacés dans des camps d'internement ? Début mars, j'ai accompagné les petits-enfants Boumendjel à l'Élysée. Je les ai écoutés discuter pendant une heure et demie avec le chef de l'État. Un moment extraordinaire. Comment ont-ils fait pour grandir sans colère dans un pays qui avait assassiné leur grand-père ? Qu'on le veuille ou non, cette histoire est terrible et trop longtemps, on l'a tue, malgré les révélations historiques, les films, ou un travail journalistique immense.



Pourquoi ce silence ?

Concrètement, les questions coloniales n'ont émergé que très récemment dans le débat public, dans les années 2000. Je me souviens très bien que dans la décennie 1970, où je fréquentais les milieux révolutionnaires, les engagements politiques s'ancraient ailleurs. Certes, on parlait de l'anti-impérialisme et du Vietnam, mais pas de l'Algérie. Les mémoires qui nous semblaient porteuses d'émancipation, et dignes de considération, c'était celle des paysans, des femmes, de la province... On a pris un gros retard sur l'histoire de la colonisation, et cela a entraîné la fragmentation des mémoires. Elles se sont construites les unes contre les autres. Ce ne sont pas des mémoires qui visent à comprendre l'histoire, pour s'unifier. Ce sont des mémoires accusatrices.



Ce trop long silence a enkysté les oppositions. Réalisez-vous que trois présidents de la République – Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, François Hollande – ont été au pouvoir après l’aveu de Paul Aussaresses sur l’assassinat d’Ali Boumendjel, et qu’ils n’ont rien dit ? Aussaresses n’a jamais été sanctionné, pas même par une déclaration publique. Il aura fallu un quatrième président pour qu’enfin on reconnaisse le crime d’État. Et on ne parle pas des autres victimes, pour lesquelles il n’y a eu ni aveu, ni archive... Quelle est la traduction de ces faits en termes juridiques ? Aucune. En France, sur la question coloniale, il n’y a que des lois d’amnistie.

Pourquoi alors avoir à ce point mis en avant le cas d’Ali Boumendjel dans votre rapport, et pas les autres ?

Son cas était emblématique, d’abord pour ce que je viens de vous dire : cette absence totale de réaction juridique ou politique aux aveux d’Aussaresses – d’autant qu’un autre général, Jacques Massu, les avait confirmés. Emblématique aussi, parce que Boumendjel était un personnage très important du nationalisme algérien ; un avocat, ami de Ferhat Abbas (qui deviendra en 1958 président du GPRA, le gouvernement provisoire algérien). Et dont le frère fut l’un des principaux négociateurs des accords d’Évian... La famille Boumendjel a joué un rôle central dans l’histoire de l’Algérie indépendante. J’avais donc des raisons objectives, scientifiques et juridiques, de la mettre en avant.



J'avais aussi une autre motivation, beaucoup plus subjective, plus intime : l'un des fils d'Ali Boumendjel était mon ami. Sami Boumendjel. Grand militant pour la démocratie en Algérie. Nous avons mené beaucoup de luttes politiques ensemble, dans les années 1980 et 1990. Mais le combat de sa vie, c'était qu'on reconnaisse la vérité sur la mort de son père... Sami est tombé malade, il est mort il y a deux ans, et je lui avais promis : si j'ai un jour une opportunité pour parler de ton père, je la saisirai. Avec ce rapport, je l'ai saisie. Cela m'a été reproché, surtout en Algérie. Pourquoi ne pas rendre hommage à tous les martyrs de la révolution ? Il faut quand même comprendre que l'État français vient de faire un geste énorme en reconnaissant un crime d'État ! Profitons-en pour avancer. Certains contestent toujours l'assassinat de Boumendjel, en dépit de l'évidence. J'ai reçu des lettres de gens encore convaincus qu'il s'est suicidé...

Le sujet serait sensible au point que certains se cadennassent dans un système de croyances, guidé non pas par la recherche historique, mais par des dogmes ?

Après l'indépendance de l'Algérie, on a tiré le rideau, sans voir que le paysage était dévasté. Des familles déchirées, déplacées, des morts, des exilés, des appelés foudroyés dans leur jeunesse... Lorsque la mémoire s'enkyste ainsi, qu'elle ne trouve pas de réponse rationnelle sur le plan politique et juridique, oui, elle glisse dans le monde de la croyance. Ce qu'il aurait fallu, c'est mettre en place une structure pour recueillir et fabriquer des archives orales. Garder les témoignages de ces familles blessées, quelles qu'elles soient. Mais cela n'intéressait personne.

La France avait changé, il y avait eu l'effervescence de Mai 68, la société de consommation, l'apparition d'une nouvelle jeunesse révolutionnaire qui disait, grosso modo, qu'elle ne voulait plus regarder cette histoire algérienne. Aujourd'hui, je préconise toujours la création d'une commission « mémoire et vérité », qui recueillerait les paroles des témoins. C'est tard, beaucoup sont morts. Mais je continue de recevoir des lettres, des témoignages via les réseaux sociaux. Il reste de la matière. Je plaide aussi pour la création d'un lieu dédié, une maison ou un musée de la France et de l'Algérie. Ce ne sera pas simple. Dès qu'on se soucie de ce dossier, on prend des coups. Mais ce serait important.

“Les deux pays devraient s'intéresser à la réparation. Celle des essais nucléaires par exemple. Peut-on indemniser les populations civiles du Sahara ? Ça, c'est une vraie question.”

Comprenez-vous qu'Alger exige des excuses pour la colonisation et la guerre ?

Tout le monde n'est pas de cet avis. Le fils de Mouloud Feraoun, un écrivain assassiné par l'OAS, a encore dit cette semaine : « *Je ne veux pas d'excuses, je veux qu'on reconnaisse le crime.* » Au-delà, c'est la notion même d'excuses qui me semble inadéquate face à une tragédie de cette ampleur. Le Japon a présenté des excuses formelles, vis-à-vis notamment de la Chine, et cela n'a rien réglé. Parler d'éventuelles excuses de la France réactiverait une dispute sur les bienfaits ou pas de la colonisation, sans traiter les souffrances mémorielles dont nous parlons depuis tout à l'heure. On en resterait au stade de l'affrontement idéologique. Certains groupes d'ultra-gauche me reprochent de ne pas être assez radical dans la dénonciation du colonialisme. Ce genre de querelle continue de nous faire prendre du retard sur le reste.

Abonné Pour les appelés de la guerre d'Algérie, la plaie est toujours vive

Débats & Reportages

Gilles Heuré

🕒 9 minutes à lire

Vous savez combien d'appelés sont passés par les hôpitaux psychiatriques après la guerre d'Algérie ? Quatre-vingt mille ! C'est gigantesque. Sans compter ceux qui n'auront jamais soigné leur souffrance, et auront cheminé en silence. De tous côtés, des gens subissent encore les conséquences de cette histoire, il faut s'en occuper. D'ailleurs, plutôt que de débattre sur d'éventuelles excuses, les deux pays devraient s'intéresser à la réparation. Celle des essais nucléaires par exemple. Peut-on indemniser les populations civiles du Sahara ? Ça, c'est une vraie question, comme celle de la déforestation, à la suite de l'utilisation du napalm par l'armée française.



Ce que vous prônez, c'est une politique « des petits pas », ou plutôt une lecture du passé qui assume davantage de complexité ?

Les deux. Dans les multiples reproches qu'on m'adresse, figure aussi mon attachement à ce que j'appelle « le monde du contact ». C'est-à-dire cette zone intermédiaire, où évoluaient des Européens pour beaucoup, mais aussi des Algériens musulmans, qui n'étaient ni pour le système colonial, ni pour le totalitarisme d'un parti unique. Certains prétendent qu'il n'existait pas, qu'à partir de la conquête coloniale, et plus encore après la répression des manifestations nationalistes de Sétif en 1945, il n'y avait que deux blocs, qui s'affrontaient. C'est faux.

En France, François Mauriac, Simone de Beauvoir, Gisèle Halimi, le journaliste André Mandouze, l'historien Pierre Vidal-Naquet, entre autres, ont protesté contre la torture. En Algérie, le FLN a adressé une lettre ouverte à la communauté juive, en 1956 – pour lui demander « *d'affirmer d'une façon solennelle son appartenance à la nation algérienne* » –, signe qu'il existait bien, ce monde du contact ! Oui, la domination coloniale était réelle en Algérie. La hiérarchisation juridique était incontestable. Mais il y avait une mixité culturelle dans l'espace public. Enfant, je vivais dans un quartier judéo-musulman de Constantine : les gens qui se parlaient en arabe, qui vivaient ensemble, qui écoutaient la même musique, je ne les ai pas inventés ! Tout réduire à l'affrontement, comme on le fait trop souvent aujourd'hui, est une reconstruction. Qui ne fait que promouvoir un dangereux enfermement identitaire.

À lire

France-Algérie, les passions douloureuses de Benjamin Stora (éd. Albin Michel), 208 pages, 18,90 €.

guerre d'Algérie [Plus loin avec...](#)

[Benjamin Stora](#) [Ali Boumendjel](#) [Emmanuel Macron](#) [Gisèle Halimi](#)

Valérie Lehoux

Partager



Contribuer

Contenus sponsorisés par Outbrain |



Contenu proposé par LA REDOUTE

Lot de Fixations à Serrer pour Store sur fenêtre avec Aération

Contenu proposé par GALA

Natacha Polony : l'ex-acolyte de Laurent Ruquier jugée devant le tribunal correctionnel

Les plus lus

1 *Écrans & TV*
Sur TF1, "Aquaman" : odysée subaquatique peu profonde mais plages de rire assurées

2 *Écrans & TV*

3 *Cinéma*
Moustache, harcèlement et rédemption : l'histoire rocambolesque du "Snyder Cut" de "Justice League"

4 *Débats & Reportages*
Benjamin Stora : "Après l'indépendance de l'Algérie, on a tiré le rideau, sans voir que le paysage était dévasté"

Postez votre avis

Populaire Dans La Communauté



AdChoices

Sponsored

Occupation de
théâtres : la...



jeanclaude71

Ah, les jeunes !! Et
pourquoi pas, leur...



Meilleur Co...



3

Édouard Durand,
juge des enfants :...



jeanclaude71

...Et on ne parle pas
des violences "non-...



Meilleur Co...



Pe

ré

LEU &
APP

O

m



Discussion 2 Commentaires

5 visionneur(s)

lehoux.v



Ajoutez un commentaire...



Trier par **Le plus récent** ▾

PGL

Il y a 20 heures



"le paysage était dévasté" ? Voilà une formule ambiguë.

Ce qui est incontestable c'est que le pays, lui ,n'était pas dévasté en juillet 1962. Ce n'était pas une guerre conventionnelle avec bombardement des villes et infrastructures.

Nous avons laissé sur ce plan là un pays intact en parfait état de marche.

Après l'indépendance les modes de développement aberrants choisis par les "gouvernements" algériens ont fini par mettre à genoux un pays pourtant détenteur de grandes ressources naturelles. Quel gâchis !

Quant à remuer le passé et "triturer" l'histoire ? A quoi bon !

La population algérienne

constituée majoritairement de jeunes de moins de 20 ans n'en a strictement rien à cirer. Ce que souhaite ce peuple martyrisé par ses "propres" dirigeants corrompus c'est que la France et l'Europe l'aident à s'en sortir une bonne fois pour toute.

Remuer l'histoire pour caresser dans le sens du poil la cacochyme et criminelle classe dirigeante en place en Algérie est d'une grande imbécilité (pour rester poli) et tout à fait inconvenant, et pour la France quoi qu'en disent nos historiens bien pensants et surtout pour le peuple algérien en plein désarroi. *(Modifié)*

Répondre  1  2

JEAN MARIE D

Il y a 20 heures

Tant qu'il y aura des historiens... Merci à vous et bon courage pour la suite. Cordialement

Répondre  3  1

CINÉMA

ÉCRANS & TV

Télévision

Séries

Internet

Jeux vidéos

Vodkaster

SORTIR

Théâtre & Spectacles

Arts & Expositions

Concerts

Restos & Gastronomie

Voyages & Loisirs

SERVICES ABONNÉS ABONNÉ

Voir le programme TV

ENFANTS

MUSIQUES

RADIO & PODCASTS

LIVRES

DÉBATS & REPORTAGES

Sorties Réduction

L'offre VOD

Le magazine numérique

Mots-croisés

AUTRES SERVICES

La boutique Télérama

La Billetterie

Nos newsletters

Retrouvez le meilleur de Télérama avec nos cinq newsletters : Ecrans & TV, La Quotidienne, Télérama Sortir Grand Paris, Télérama Soirée (abonné) et Télérama Week-end (abonné)

M'inscrire

Nos applis mobile

Appli TV

[Télécharger sur Google Play](#)

[Télécharger sur l'App Store](#)

Appli liseuse Abonné

[Télécharger sur Google Play](#)

[Télécharger sur l'App Store](#)

Sites du groupe

Le Monde

Courrier International

Le Huffington Post

Le Monde diplomatique

La Vie

Télérama© 2021

[Qui sommes-nous ?](#)

[Mentions légales](#)

[CGVU](#)

[Confidentialité](#)

[Contacter Télérama](#)

[Paramétrer les cookies](#)

[Charte d'éthique](#)

[Plan](#)

[FAQ](#)